

64

Accord national 1999-2000 relatif à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi

Convention collective de travail conclue le 3 février 1999 au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique.

Champ d'application

Article 1er. - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

Durée

Article 2. - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000 inclus.

Accords de base pour la concertation sociale au niveau de l'entreprise

Article 3. - Les interlocuteurs sociaux de la Commission paritaire de l'industrie chimique souscrivent entièrement aux accords de base pris dans l'accord interprofessionnel 1999-2000.

Ils demandent sans ambiguïté aux négociateurs au niveau de l'entreprise de donner dans leurs conventions collectives de travail une application concrète aux recommandations de l'accord interprofessionnel en matière d'évolution du coût salarial, de formation permanente et d'emploi, de la manière encadrée et concrétisée dans la présente convention collective de travail sectorielle.

Les interlocuteurs sociaux et les négociateurs au niveau de l'entreprise respecteront, en particulier pour les éléments susmentionnés, les dispositions de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, dans le même esprit que lors des négociations pour les accords conclus en 1997-1998.

Mesures d'emploi et de formation

Article 4. - § 1er. En exécution des accords de base en matière d'emploi /formation, tels que définis à l'article 3 de la présente convention collective de travail, les entreprises pourvues d'une délégation syndicale sont invitées à réaliser l'effort en matière d'emploi/formation dans leurs conventions collectives de travail par des mesures concrètes. A cet effet, elles peuvent puiser dans le menu suivant, qui n'est pas limitatif :

- 1° le droit de travailler à temps partiel, avec maintien proportionnel du revenu. Ce droit est limité à 3 % de l'effectif ouvrier et ne peut être exercé par plus de 10 % de l'effectif ouvrier d'une même division, d'un même service ou atelier; le droit doit être applicable au minimum pour un ouvrier de l'entreprise;
- 2° dans le cadre du droit légal à l'interruption de carrière à concurrence de 3 % de l'effectif ouvrier, est accordée une attention particulière à l'interruption de carrière à temps partiel pour les ouvriers âgés de plus de 50 ans ainsi qu'à l'interruption de carrière complète;
- 3° la prépension à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans;
- 4° l'introduction d'horaires flexibles avec limitation des heures supplémentaires;
- 5° un effort supplémentaire en matière de formation permanente, en sus de la cotisation sectorielle de 0,10 % pour les groupes à risques.

L'introduction d'une ou de plusieurs de ces mesures ne peut entraîner de perturbation dans l'organisation du travail et doit tenir compte des possibilités de remplacement.

Les entreprises qui augmentent l'emploi peuvent conclure des accords qui précisent que la croissance de l'emploi est considérée comme la concrétisation des engagements demandés dans l'accord interprofessionnel 1999-2000.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR. ENREGISTR.
04-02-1999	09-03-1999

NR.
N°

50.218/COF/116

Les conventions collectives de travail d'entreprise mentionnent **qu'elles** sont conclues en exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000 et du présent accord national. Elles sont envoyées pour dépôt au **greffe** du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail. Une copie de la convention collective de travail d'entreprise doit être envoyée au président de la Commission paritaire de l'industrie chimique, qui en informe les signataires du présent accord national.

§ 2. Pour les entreprises sans délégation syndicale, la possibilité est offerte de réaliser l'effort pour **l'emploi et/ou** la formation par un acte **d'adhésion**, dans lequel elles s'engagent à appliquer 2 mesures ou plus effectivement applicables et contrôlables, parmi les cinq mesures mentionnées dans le menu du § 1er.

L'adhésion se fait par la signification d'un acte d'adhésion, dont un modèle est joint en annexe à la présente convention collective de travail.

Cet acte d'adhésion doit être communiqué par écrit par l'employeur à chaque ouvrier. Pendant huit jours à partir de cette communication écrite, l'employeur met un registre à la disposition des ouvriers dans lequel ceux-ci peuvent formuler leurs observations.

Cet acte d'adhésion doit mentionner qu'il est conclu en exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000 et du présent accord national. Il doit être envoyé - après le délai de huit jours susmentionné et avec le registre - pour dépôt au greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Une copie de cet acte d'adhésion doit être envoyée pour information au président de la Commission paritaire de l'industrie chimique, qui en informe les signataires du présent accord national.

Salaire horaire minimum

Article 5. - Le montant du salaire horaire minimum national, tel que défini à l'article 3 de l'accord national 1997-1998 (cct du 14 mai 1997), soit 277,80 francs au 31 décembre 1998 en régime de 40 heures semaine, est porté à 282,80 francs à compter du 1er mars 1999.

Pour les ouvriers qui comptent au moins douze mois **d'ancienneté** dans **l'entreprise**, un salaire horaire minimum est instauré à partir du 1er janvier 2000 : il correspond au salaire horaire minimum national précité en vigueur au 31 décembre 1999, augmenté de 3 francs; ce salaire horaire minimum est dénommé "salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté".

A compter du 1er janvier 1999, le salaire horaire minimum national précité, qui reste d'application pour les ouvriers qui comptent moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise, est dénommé "salaire horaire minimum de début".

A partir du 1er juillet 2000, le salaire horaire minimum de début ainsi que le salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté précités, en vigueur au 30 juin 2000, sont augmentés de 3 francs.

Primes d'équipes

Article 6. - Les montants des primes d'équipes minimales sont fixés comme suit à compter du 1er mars 1999, en régime de 40 heures par semaine :

- équipes du matin et de l'après-midi : 16 francs l'heure
- équipe de nuit : 58 francs l'heure.

Sécurité d'existence

Article 7.

§1er Indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel.

L'indemnité complémentaire de chômage, telle que prévue à l'article 4 de l'accord national 1993-1994 (arrêté royal du 30 mars 1994, Moniteur belge du 8 juin 1994) est portée de 240 francs à 255 francs par jour de chômage partiel à partir du 1er avril 1999, et à 265 francs par jour de chômage partiel à partir du 1er avril 2000.

Pour les ouvriers âgés de moins de 19 ans, cette indemnité est fixée à 229,50 francs à partir du 1er avril 1999 et à 238,50 francs à partir du 1er avril 2000.

Les modalités d'octroi demeurent inchangées.

§2. Indemnités complémentaires de chômage en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle

Indépendamment de l'indemnité en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle, telle que définie à l'article 3 de la convention collective de travail du 26 mai 1993 (arrêté royal du 30 mars 1994, Moniteur belge du 8 juin 1994), le règlement suivant est introduit en matière d'indemnités complémentaires de chômage pour les ouvriers licenciés pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle.

Les ouvriers qui comptent de 10 à 19 ans d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent le montant journalier de l'indemnité complémentaire de chômage prévu au § 1 du présent article pour les journées prouvées de chômage effectif durant une période de 22 jours de chômage successifs, période qui débute à l'expiration du délai de préavis ou à l'expiration de la période couverte par l'indemnité compensatoire de préavis.

Pour les ouvriers qui comptent 20 ans d'ancienneté ou davantage dans l'entreprise, la période précitée est portée à 44 jours de chômage successifs prouvés.

Les régimes plus favorables pour les ouvriers existant dans les entreprises demeurent d'application.

Le droit à cette indemnité complémentaire de chômage s'éteint dès le premier jour de reprise du travail.

Prépension conventionnelle

Article 8. -

§ 1er. Prépension à partir de 58 ans

La convention collective de travail du 21 mai 1997 (arrêté royal du 8 octobre 1998, Moniteur belge du 28 novembre 1998) relative à la prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 1998, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

§ 2. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle

La convention collective de travail du 21 mai 1997 venue à échéance le 31 décembre 1998, (arrêté royal du 12 octobre 1998, Moniteur belge du 5 décembre 1998) relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins vingt ans de prestations de nuit et trente-trois ans de carrière professionnelle, est prorogée pour la durée de la présente cct; ses modalités d'application demeurent inchangées.

Octroi d'un avantage social

Article 9.

§1 Champ d'application

Le champ d'application de l'octroi d'un avantage social à charge du Fonds social de l'industrie chimique, tel qu'il est fixé à l'article 1er de la convention collective de travail du 12 décembre 1979

Ly

(arrêté royal du 8 mai 1980, Moniteur belge du 27 août 1980), modifié par la convention collective de travail du 13 novembre 1985 (arrêté royal du 17 septembre 1986, Moniteur belge du 8 octobre 1986), est étendu aux apprentis industriels.

§2. Avantage social

Le règlement de l'indemnité individuelle de formation syndicale fixé par la convention collective de travail du 5 avril 1989 (arrêté royal du 23 janvier 1990, Moniteur belge du 7 février 1990) est abrogé à partir de l'année de paiement 2000 (exercice social 1999). Le montant de l'avantage social fixé à l'article 5 de la convention collective de travail du 12 décembre 1979 précitée, modifiée par la convention collective de travail du 13 novembre 1985 relative à l'octroi d'un avantage social à charge du Fonds social de l'industrie chimique, est porté à 4200 F à partir de l'année de paiement 2000 (exercice social 1999).

Les modalités de paiement sont fixées par le comité de gestion du Fonds social de l'industrie chimique.

Les parties confirment que la matière traitée dans cet article est de la compétence exclusive du niveau sectoriel, c'est-à-dire de la commission paritaire de l'industrie chimique et que, par conséquent, aucune demande en la matière ne sera posée au niveau des entreprises.

Missions syndicales extérieures

Article 10.

§ 1er. Le nombre de jours payés pour missions syndicales extérieures, comme prévu à l'article 17 e de la convention collective de travail du 26 mai 1993 relative au statut des délégations syndicales, telle que modifiée par la cct du 25 janvier 1995 (arrêté royal du 23 juin 1995, Moniteur belge du 26 août 1995), est porté à deux jours maximum par an par mandat effectif.

§ 2. A partir de l'entrée en vigueur du présent accord national, ces jours peuvent également être pris par les délégués syndicaux suppléants.

Fonds de formation (0,10 % - groupes à risques)

Article 11. L'article 6 de l'accord national 1997-1998 du 14 mai 1997 (arrêté royal du 10 juin 1998, Moniteur belge du 30 juillet 1998), venu à échéance le 31 décembre 1998, est prorogé pour la durée de la présente cct.

Concertation et paix sociale

Article 12. Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs exigences réciproques pour les matières faisant partie de la présente convention collective de travail.

Elle est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

Annexe

Modèle d'acte d'adhésion conforme à l'article 4, § 2 de l'accord national

I. Identité de l'entreprise

- 1.1. Nom et prénom ou raison sociale
- 1.2. Domicile ou siège social rue/avenue n°
code postal commune.....
- 1.3. Unité technique d'exploitation (siège d'exploitation) :
rue/av. :.....
code postal commune
- 1.4. Téléphone Fax
- 1.5. Identité du signataire
fonction
- 1.6. N° de commission paritaire :
- 1.7. Numéro d'immatriculation à l'ONSS :
- 1.8. Nombre d'ouvriers déclarés à l'ONSS au 31 décembre 1998:

II. Acte d'adhésion

Le présent acte d'adhésion est souscrit en exécution de l'article 4, § 2 de l'accord national 1999-2000 conclu le 3 février 1999 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique.

L'employeur soussigné déclare adhérer, pour la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000, à l'article 4 de l'accord national 1999-2000 conclu le 3 février 1999 au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique. Il adhère par conséquent, pour la période précitée, à au moins deux des mesures de redistribution du travail prévues dans l'accord précité 1999-2000, énumérées ci-après : (1) (2)

- le droit de travailler à temps partiel avec maintien proportionnel du revenu. Ce droit est limité à 3 % de l'effectif ouvrier et ne peut être exercé par plus de 10 % de l'effectif ouvrier d'une division, d'un département, service ou atelier; le droit doit être applicable au minimum pour un ouvrier de l'entreprise.
- D dans le cadre du droit légal à l'interruption de carrière à concurrence de 3 % de l'effectif ouvrier, est accordée une attention particulière à l'interruption de carrière à temps partiel pour les ouvriers âgés de plus de 50 ans ainsi qu'à l'interruption de carrière complète;
- D la mise à la prépension à mi-temps à partir de 55 ans;
le nombre d'ouvriers auxquels la mesure est applicable est de :
- l'introduction d'horaires flexibles avec limitation des heures supplémentaires.
- D un effort supplémentaire en matière de formation permanente, en sus de la cotisation sectorielle de 0,10 % pour les groupes à risques.

L'introduction d'une ou de plusieurs de ces mesures ne peut perturber la bonne organisation du travail et doit tenir compte des possibilités de remplacement.

(1) Incrire une croix en regard de chaque mesure à laquelle l'employeur adhère.
(2) Si l'employeur souhaite assortir les mesures de redistribution du temps de travail auxquelles il adhère de conditions supplémentaires (ex. ancienneté dans l'entreprise) il est tenu de les mentionner en regard de chaque mesure à laquelle il adhère.

III. Engagements

- A. L'employeur soussigné atteste que le présent acte d'adhésion a été soumis durant 8 jours à la consultation des ouvriers.
- B. L'employeur s'engage à respecter le présent acte d'adhésion et à appliquer, conformément à et pour la durée de l'accord national 1999-2000, c'est-à-dire du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000, les mesures auxquelles il a adhéré au point II ci-dessus.

Mention à indiquer à la main :

"J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère, complète et contrôlable".

Fait à, le

(signature et identité du signataire)

04-02-1999

09-03-1999

NR. 50.218/COF/116

MO

64

Nationaal akkoord 1999-2000 betreffende loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 3 februari 1999 in het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid.

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en op de arbeiders die **ressorteren** onder het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid.

Met "arbeiders" verstaat men arbeiders en arbeidsters.

Duur

Artikel 2. - Deze cao wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000.

Basisafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak

Artikel 3. - De sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid onderschrijven ten voile de basisafspraken opgenomen in het **Interprofessioneel Akkoord 1999-2000**. Zij vragen **ondubbelzinnig** aan de **onderhandelaars** op ondernemingsvlak om de aanbevelingen van het Interprofessioneel Akkoord, **inzake loonkostontwikkeling**, permanente vorming en tewerkstelling zoals **omkaderd** en geconcretiseerd in de onderhavige sectorale collectieve arbeidsovereenkomst concreet **gestalte** te geven in hun collectieve **arbeidsovereenkomsten**.

De sociale gesprekspartners en de onderhandelaars op ondernemingsvlak **zullen, meer** bepaald voor **hogervermelde** elementen, in dezelfde geest **alstijdens** de onderhandelingen voor de akkoorden gesloten in 1997-1998 de bepalingen naleven van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het **concurrentievermogen**.

Maatregelen inzake tewerkstelling/vorming

Artikel 4. §1- In uitvoering van de basisafspraken inzake **tewerkstelling/vorming** zoals bepaald in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden de **ondernemingen** met een syndicale **afvaardiging** uitgenodigd om de **inspanning** inzake **tewerkstelling/vorming** in te **vullen** in hun collectieve arbeidsovereenkomsten met concrete maatregelen. **Hiertoe** kan geput worden uit volgend niet-beperkend menu :

- 1° het recht om deeltijds te werken met **verhoudingsgewijs** behoud van **inkomen**. Dit recht is beperkt tot 3% van het **arbeidersbestand** en kan niet door meer dan 10% van het arbeidersbestand van een afdeling, dienst of werkplaats uitgeoefend worden ; het recht dient toepasbaar te zijn voor minimum één arbeider in de **onderneming** ;
- 2° in het **raam** van het wettelijk recht op **loopbaanonderbreking** ten belope van 3% van het personeelsbestand wordt bijzondere aandacht gegeven aan deeltijdse loopbaanonderbreking voor de arbeiders ouder dan 50 jaar en aan volledige loopbaanonderbreking ;
- 3° het op **halftijds brugpensioenen** stellen vanaf de **leeftijd** van 55 jaar ;
- 4° de **invoering** van **flexibele** uurroosters met **beperking** van **overuren** ;
- 5° bijkomende inspanning inzake permanente vorming bovenop de wettelijke bijdrage van 0,10% voor de **risicogroepen**.

De invoering van deze maatregelen mag geen **verstoring** van de **arbeidsorganisatie** met zich meebrengen en dient **rekening** te houden met de **mogelijkheden tot vervanging**.

Bedoelde ondernemingen die voor bijkomende tewerkstelling zorgen, **kunnen** collectieve arbeidsovereenkomsten sluiten, **waarbij** men voorziet dat de aangroei van tewerkstelling wordt **aanzien** als de concrete **invulling** van de gevraagde **engagementen** in het Interprofessioneel Akkoord 1999-2000.

De ondernemings-collectieve **arbeidsovereenkomsten** vermelden dat zij gesloten zijn in **uitvoering** van het **Interprofessioneel Akkoord** 1999-2000 en van dit **Nationaal Akkoord**. Zij worden voor neerlegging verzonden naar de **Griffie** van de Dienst van de Collectieve **Arbeidsbetrekkingen** van het **Ministerie** van Tewerkstelling en **Arbeid**.

Een **afschrift** van deze ondernemings-collectieve arbeidsovereenkomsten wordt ter **kennisgeving** verzonden naar de Voorzitter van het **Paritair Comité** voor de **scheikundige** nijverheid die er de **ondertekenaars** van dit Nationaal Akkoord van in **kennis brengt**.

§2. Voor de **ondernemingen** zonder syndicale **afvaardiging** wordt de **mogelijkheid** geboden bij toetredingsakte de **inspanning** voor tewerkstelling **en/ofvorming** in te **vullen** door zich te verbinden tot 2 of meer **effectieftoepasbare** en **controleerbare** maatregelen van de vijf in §1 vermelde maatregelen van het menu.

De toetreding **gebeurt** door de **betekening** van een **toetredingsakte**, waarvan een **model** in **bijlage** aan deze collectieve **arbeidsovereenkomst** wordt toegevoegd.

Deze toetredingsakte dient door de werkgever aan **elke** arbeider **schriftelijke** worden meegedeeld. Gedurende acht dagen **vanaf** die **schriftelijke** mededeling **stelt** de werkgever een register ter **beschikking** van de arbeiders waarin zij hun opmerkingen **mogen schrijven**.

Deze toetredingsakte dient te vermelden dat zij opgemaakt is in uitvoering van het Interprofessioneel Akkoord 1999-2000 en van dit Nationaal Akkoord. Zij wordt - na de hierboven vermelde termijn van acht dagen en samen met het register - voor neerlegging verzonden naar de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Een afschrift van deze toetredingsakte wordt ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de **ondertekenaars** van dit Nationaal Akkoord van in kennis brengt.

Minimumuurloon

Artikel 5. - Het bedrag van het nationaal **minimumuurloon**, zoals vastgelegd in **artikel 3** van het Nationaal **akkoord** 1997-1998 (cao van 14/5/97), zijnde, op 31 december 1998 277,80 BF in de 40-urenweek, wordt, vanaf 1 **maart** 1999, verhoogd met 5 BF en gebracht op 282,80 BF.

Voor de arbeiders met minstens **12 maanden** anciënniteit in de **onderneming** wordt vanaf 1 **januari** 2000 een minimumuurloon vastgesteld : het komt overeen met het voornoemd nationaal minimumuurloon, dat van **kracht** is op 31 december 1999, verhoogd met 3 BF ; het wordt "minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit" genoemd.

Hiermee aansluitend wordt vanaf 1 januari 1999 het voornoemd nationaal minimumuurloon dat **blijft** gelden voor de arbeiders met **minder** dan 12 maanden anciënniteit in de onderneming "**minimum-aanvangsuurloon**" genoemd.

Vanaf 1 **juli** 2000 worden het voornoemd **minimumaanvangsuurloon** evenals het voornoemd minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit, die van kracht zijn op 30 juni 2000, met 3 BF verhoogd.

Ploegenvergoedingen

Artikel 6. - De bedragen van de **minimumploegenvergoeding** worden, in het 40 uren/week stelsel, vanaf 1 maart 1999 **als volgt** vastgelegd :

morgen- en **namiddagploeg** : 16 frank per uur
nachtploeg : 58 frank per uur.

Bestaanszekerheid

Artikel 7.

§1. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid

De **aanvullende werkloosheidsuitkering** zoals voorzien in **artikel 4** van het Nationaal **Akkoord 1993-1994 (KB 30.3.94, BS 8.6.94)** wordt vanaf 1 **april 1999 opgetrokken** van 240 **frank** naar 255 **frank** per dag gedeeltelijke werkloosheid, en vanaf 1 april 2000 naar 265 frank per dag gedeeltelijke werkloosheid.

Voor de **arbeiders**, jonger dan 19jaar, wordt deze vergoeding vanaf 1 april 1999 vastgelegd op 229,50 frank en vanaf 1 april 2000 op 238,50 frank.

De bestaande toekenningsmodaliteiten blijven onveranderd.

§2. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard

Onverminderd de vergoeding bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard, zoals bepaald in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 1993 (KB 30 3 94, BS 8.6.94), wordt volgende bijzondere regeling van aanvullende werkloosheidsuitkering voorzien voor arbeiders volgens **onderstaand** schéma, die om economische of technische redenen of redenen van structurele aard worden ontslagen :

arbeiders met een **anciënniteit** van 10 tot en met 19jaar in de **onderneming** ontvangen het in § 1 van dit artikel voorziene dagbedrag van aanvullende werkloosheidsuitkering voor de eerste 22 bewezen dagen **effectieve** werkloosheid, **welke aanvangt** vanaf het verstrijken van de opzeggings-termijn of vanaf het verstrijken van de door de opzeggingsvergoeding gedekte période.

Voor arbeiders met een anciënniteit van 20 jaar en meer in de onderneming wordt dit gebracht op de eerste 44 bewezen dagen effectieve werkloosheid.

Bestaande gunstiger regelingen op bedrijfsvlak blijven behouden.

Het recht op deze aanvullende werkloosheidsuitkering **vervalt** vanaf de eerste dag van **werkher-**vatting.

Conventioneel brugpensioen

Artikel 8.

§1. Brugpensioen vanaf 58 jaar

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 1997 (KB 8 oktober 1998, BS 28 november 1998) met betrekking **tot** het conventioneel brugpensioen vanaf de **leeftijd** van 58 jaar, die per 31 **december 1998 vervallen** is, wordt voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

§2. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor de arbeiders met **minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan.**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 1997 (KB 12 oktober 1998, BS 5 december 1998) met betrekking **tot** het conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar voor arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 1998 vervallen is, wordt voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd met ongewijzigde toepassing van de **erin** vastgelegde modaliteiten.

Toekenning van een sociaal voordeel

Artikel 9.

§1. Toepassingsgebied

Het toepassingsgebied **inzake** de **toekenning** van een sociaal voordeel ten **laste** van het Sociaal Fonds van de **scheikundige nijverheid** zoals bepaald in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 1979 (KB 8 mei 1980, BS 27 augustus 1980), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 november 1985 (KB 17 september 1986, BS 8 oktober 1986) wordt uitgebreid naar de **industriële leerlingen**.

§2 Sociaal voordeel

De regeling tot individuele vergoeding voor syndicale vorming voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 april 1989 (KB 23 januari 1990, BS 7 februari 1990), wordt opgeheven vanaf het betalingsjaar 2000 (sociaal dienstjaar 1999). Het bedrag van het sociaal voordeel vastgelegd in artikel 5 van hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 1979, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 november 1985 inzake de toekenning van een sociaal voordeel ten laste van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid wordt, vanaf het betalingsjaar 2000 (sociaal dienstjaar 1999) gebracht op 4200 BF.

De betalingsmodaliteiten worden bepaald door het beheerscomité van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid.

De partijen bevestigen dat de door dit artikel behandelde materie exclusief tot de bevoegdheid van het sectoraal niveau, dit is het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid behoort en dat bijgevolg geen aanvragen dienaangaande op het vlak van de ondernemingen zullen gesteld worden.

Externe syndicale opdrachten

Artikel 10

- §1. Het aantal bezoldigde dagen voor externe syndicale opdrachten, zoals voorzien in artikel 17, evenals de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 1993 houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardiging (KB 3 december 1993, BS 27 januari 1994) en gewijzigd door artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 januari 1995 (KB 23 juni 1995, BS 26 augustus 1995) betreffende het sectorieel akkoord 1995-1996, wordt gebracht naar twee dagen maximum per jaar per effectief mandaat.
- §2. Deze dagen kunnen vanaf de ingangsdatum van het huidige nationaal akkoord eveneens worden opgenomen door de plaatsvervangende syndicale afgevaardigden.

Fonds voor Vorming (0,10% - Risicogroepen)

Artikel 11. - Artikel 6 van het Nationaal Akkoord 1997-1998 van 14 mei 1997 (KB 10 juni 1998, BS 30 juli 1998), dat per 31 december 1998 vervallen is, wordt verlengd voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Overleg en sociale vrede

Artikel 12. - Met inachtneming van de sociale vrede en de procedures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan elkaars eisen zijn tegemoet gekomen. Zij is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.

Bijlage

-

Model van toetredingsakte overeenkomstig artikel 4, §2 van het nationaal akkoord

I Identiteit van de onderneming

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam.....
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel straat.....
postnummer..... gemeente.....
- 1.3 Zetel technische bedrijfseenheid (exploitatiezetel)
straat.....
postnummer..... gemeente.....
- 1.4. Telefoon.....
- 1.5. Identiteit van de ondertekenaar.....
functie.....
- 1.6. Nr Paritair Comité.....
- 1.7. Inschrijvingsnummer bij de RSZ.....
- 1.8. Aantal bij de RSZ aangegeven arbeiders op 31/12/98.....

II. Toetredingsakte

Deze toetredingsakte wordt **onderschreven** in uitvoering van artikel 4,§2 van het Nationaal Akkoord 1999-2000 gesloten op 3 februari 1999 in het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid.

De werkgever verklaart voor de période van 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000 toe te treden tot artikel 4,§2 van het Nationaal Akkoord 1999-2000 gesloten op 3 februari 1999 in het Paritair comité van de scheikundige nijverheid. Hij treedt bijgevolg toe voor de **bovenvermelde** période tot **tenminste** twee van de **arbeidsherverdelende** maatregelen voorzien in het voornoemd akkoord 1999-2000, die **hierna** opgesomd zijn:^{(1) (2)}

- het recht om deeltijds te werken met **verhoudingsgewijs behoud** van **inkomen**. Dit recht is **beperkt** tot 3% van het **arbeidersbestand** en kan niet door meer dan 10% van het **arbeidersbestand** van een **afdeling**, dienst of werkplaats **uitgeoefend** worden ; het recht dient toepasbaar te zijn voor minimum één arbeider in de onderneming ;
- D in het **raam** van het wettelijk recht op **loopbaanonderbreking** ten belope van 3% van het personeelsbestand wordt **bijzondere** aandacht gegeven aan deeltijdse loopbaanonderbreking voor de arbeiders ouder dan 50 jaar en aan volledige loopbaanonderbreking ;
- D het op **halftijds brugpensioen** stellen **vanaf** de leeftijd van 55 jaar ;
aantal arbeiders waarop de maatregel toepasbaar is :
- de **invoering** van **flexibele uurroosters** met **beperking** van de overuren ;
- bijkomende **inspanning** inzake permanente vorming bovenop de wettelijke bijdrage van 0,10% voor de risicogroepen.

De invoering van deze maatregelen mag geen **verstoring** van de **arbeidsorganisatie** met zich **meebrengen** en dient **rekening** te houden met de **mogelijkheden tot vervanging**.

⁽¹⁾ **aankruisen** naast elke maatregel tot dewelke de werkgever toetreedt.

⁽²⁾ indien de werkgever wenst **supplémentaire voorwaarden** te voorzien voor de **toepassing** van de **arbeidsherverdelende** maatregelen **waartoe** hij toetreedt, dient hij deze te melden naast elke maatregel bij dewelke hij toetreedt.

III Verbintenissen

- A. De **ondertekenende** werkgever **bevestigt** dat deze toetredingsakte gedurende 8 dagen ter raadpleging aan de arbeiders werd voorgelegd.
- B. De werkgever engageert zich tot de naleving van deze toetredingsakte en tot de toepassing, overeenkomstig en voor de duur van het voornoemd Nationaal Akkoord 1999-2000, dit is van 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000, van de maatregelen tot dewelke hij in punt II hierboven toegetreden is.

Eigenhandig te schrijven :

“Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring getrouw, volledig en controleerbaar is”

Opgemaakt te....., op.....

(ondertekening en identiteit van de ondertekenaar)